

LA REVISION DES ACCORDS COMMERCIAUX

Virginie ROBERT

Je suis curieuse, comment voyez-vous la révision de ces accords commerciaux ? Est-ce un jeu de dupes ? Y a-t-il un moyen de mettre en place des mesures encore plus protectionnistes, parce que vous avez dit que ça éloigne du marché libre. Je veux dire toutes ces négociations, le Japon, la Corée, le Mexique, le Canada. Comment les percevez-vous, totalement inefficaces ? Cela était censé amener les normes à un certain niveau. Je veux dire elles sont supposées être bénéfiques pour certaines zones, ou bien vous ne les trouvez pas du tout utiles ?

Taeho BARK

Dans le cas de la révision de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et la Corée du Sud, comme Marcus l'a déjà dit, il n'y a pas eu beaucoup de changements. Mais l'une des choses qu'il faut noter concerne les droits de douane américains sur les pick-ups. Selon l'accord original, à partir de 2021, les taxes douanières de 25 % sur les pick-ups américaines disparaîtront. Cependant, les renégociations ont repoussé la date de 2021 à 2041. Actuellement, les fabricants automobiles coréens ne fabriquent ni n'importent de pick-ups vers les États-Unis. Mais la Corée a perdu les bénéfiques potentiels de cette renégociation. Oui, voici un autre exemple qui montre que nous nous éloignons encore davantage du marché libre.

Virginie ROBERT

Marcus, puis Karl.

Marcus NOLAND

L'Accord de libre-échange nord-américain avait 25 ans, et de nombreuses choses, comme le commerce numérique, n'existaient même pas lorsqu'il a été négocié. Par conséquent, on pourrait donc dire que c'était un peu comme une vieille maison qui avait besoin d'être rénovée. Si l'on avait eu le type de gouvernement en place aux États-Unis durant les trois précédentes générations, ce qui serait ressorti de ce processus aurait été loin d'être parfait, mais cela aurait été une sorte de tentative rationnelle d'aligner davantage les règles sur la façon dont le commerce fonctionnait réellement.

Néanmoins, ce qui s'est produit c'est que cet effort, ou du moins une grande partie de cet effort, était centré sur l'Accord de partenariat transpacifique, car c'était tout simplement à une plus grande échelle. Le Canada et le Mexique étaient déjà membres, donc lorsque nous avons conclu l'Accord de partenariat transpacifique, au fond, cela aurait été comme de nettoyer – maintenant je mélange vraiment les métaphores – mais cela aurait été comme de nettoyer toute la maison.

Lorsque Trump nous a désengagé de l'Accord de partenariat transpacifique, cela a entraîné les problèmes de détournement des échanges auxquels j'ai fait allusion plus tôt par rapport au porc et au marché japonais, mais cela voulait également dire que nous devons aborder ces nouveaux enjeux dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain. Un gouvernement qui aurait voulu arranger ces choses aurait probablement pu faire mieux, mais ce gouvernement est fondamentalement protectionniste. Il a saisi cette opportunité pour prendre des mesures telles que modifier les règles d'origine, ce qui a eu pour effet d'éloigner l'accord du marché libre plutôt que de le rapprocher.

Virginie ROBERT

Karl ?

Karl BRAUNER

Je voulais seulement ajouter que je pense que l'UE, dans ses efforts pour conclure des accords commerciaux bilatéraux, souhaite de manière générale ouvrir les marchés. Il y a de nouveaux problèmes au-delà des taxes douanières. Ce qu'il se passe dans le secteur des services, c'est une libéralisation.

Virginie ROBERT

Vous savez, il y a aujourd'hui en Europe beaucoup d'opposants aux accords commerciaux. En France notamment, la population ne les comprend pas, et il est difficile d'expliquer de nos jours pourquoi il serait bon que les règles du jeu soient finalement équitables. C'est juste que cela ne fonctionne pas, les gens ne s'y laissent plus prendre.

Karl BRAUNER

Je pense que l'Europe a un problème différent des autres. En Europe, c'est la peur de perdre l'influence sur les normes, et la crainte que les changements n'aient pas de légitimité démocratique.

Gabriel FELBERMAYR

Et bien sûr les questions de distribution-

Virginie ROBERT

Et son caractère secret aussi, oui.

Gabriel FELBERMAYR

Et bien sûr les questions de distribution.

Virginie ROBERT

Oui.

Gabriel FELBERMAYR

Je pense que, ce que nous avons vu au cours des 30 dernières années, certainement durant la période de l'hyper-mondialisation, est une hausse des inégalités, parfois très clairement mesurée aux États-Unis, parfois pas si évidente, comme en Allemagne. Depuis 2005, les chiffres ne bougent plus vraiment, mais les inégalités perçues ont beaucoup augmenté. Si vous regardez les recherches qui ont été faites sur le populisme, il semble qu'il y ait un lien. Beaucoup pensent que l'ouverture commerciale aggrave ce problème, qu'elle crée des perdants, et il existe une très forte opposition sur le plan politique à ce que l'on permette que de telles pertes se produisent à des périodes de fragilité politique. Je pense que c'est peut-être en Europe l'argument le plus important à l'heure actuelle. Beaucoup croiront que, par exemple, l'Accord du Mercosur est en réalité une bonne chose, qu'il nous aidera vraiment, qu'il fera en sorte que Bolsonaro respecte l'Accord de Paris par exemple, mais vous savez, la fragilité, la fragilité politique au sein de l'Europe fait qu'il est difficile de créer des perdants qui soutiendraient alors les partis populistes et causeraient des ravages dont nous ne voulons pas.

Taeho BARK

Puis-je ajouter une dernière chose ?

Virginie ROBERT

Bien sûr.

Taeho BARK

Je voudrais faire une remarque sur l'argument selon lequel le marché libre n'est pas bien accueilli par la France ou l'UE. Je pense que c'est une question traditionnelle. J'ai enseigné le commerce international à des étudiants pendant de nombreuses années. Lorsque j'en arrive à l'économie politique de la politique commerciale, je souligne toujours que les gains résultant du commerce sont répartis sur l'ensemble des personnes, des consommateurs et des exportateurs, en d'autres termes, sur l'ensemble de la population. Cependant, les pertes et les difficultés provenant de l'ouverture des marchés se concentrent sur certaines populations et certains secteurs. Ils peuvent s'unir et manifester. En d'autres termes, ils peuvent mener une multitude d'actions collectives. Les politiciens, compte tenu de ces deux aspects, exploitent donc les émotions des perdants pour obtenir plus de votes. Une politique protectionniste est bien meilleure pour leur élection. Par conséquent, comme vous l'avez mentionné, je pense que les politiciens ont tendance à prêter davantage attention aux arguments des populistes quand il s'agit des élections.

Virginie ROBERT

Avant de revenir à Marcus, je voudrais souhaiter la bienvenue à M. Watanabe, merci d'être là.

Yorizumi WATANABE

Merci beaucoup.

Virginie ROBERT

Nous parlons des accords de libre-échange, et je sais que vous avez une grande expérience en ce qui concerne l'accord commercial entre le Japon et les États-Unis. Nous serions heureux que vous la partagiez avec nous-

Yorizumi WATANABE

Bien sûr.

Virginie ROBERT

Nous parlons de la convergence des économies. Ce n'est pas tout à fait votre point de vue je crois ? Si vous pouviez nous dire ce que vous pensez des renégociations entre les États-Unis et le Japon ?

Yorizumi WATANABE

Ok, il y a un côté positif et un côté négatif à ce tout récent accord commercial entre le Japon et les États-Unis. Tout d'abord, du point de vue japonais, c'était plutôt un bon accord parce que nous avons pu éviter l'imposition de 25 %, vous savez, les droits sur les automobiles japonaises devant être exportées du Japon vers les États-Unis. C'est donc une première chose. Le côté négatif, c'est que cela réduira les chances, les opportunités pour les États-Unis de revenir à l'Accord de partenariat transpacifique, voilà l'aspect négatif.

Virginie ROBERT

C'est une bonne chose ? Vous pensez que c'est une bonne chose ?

Yorizumi WATANABE

Vous voulez dire dans l'ensemble ?

Virginie ROBERT

Oui.

Yorizumi WATANABE

C'est bien, mais le côté négatif c'est que, vous savez, les États-Unis cherchent depuis longtemps un accès au marché agricole japonais. Désormais, les États-Unis ont un certain accès, vous savez, un meilleur accès au marché japonais pour les produits agricoles américains, ce qui réduira la possibilité pour les États-Unis de revenir à l'Accord de partenariat transpacifique, l'Accord original, le TPP 12.

Virginie ROBERT

Marcus Noland, qui est assis à côté de vous, était en désaccord sur les taxes douanières, peut-être peut-il nous expliquer pourquoi ?

Marcus NOLAND

Oui, je ne pense pas que cet accord épargne explicitement le Japon de la Section 232 sur les automobiles et les taxes douanières potentielles. Le Premier ministre Abe voulait cet engagement, mais ne l'a pas obtenu, du moins pas formellement. Ce qu'ont dit les deux parties c'est qu'une première phase des négociations a été annoncée, qui correspond à un nombre limité de réductions tarifaires, ou des réductions tarifaires dans un nombre limité de secteurs, mais le point principal c'est qu'en réalité il ne le fait pas, il n'épargne pas explicitement l'industrie automobile japonaise.

À présent, il va y avoir une phase deux des négociations, et peut-être qu'à ce stade le Japon pourra soutirer un engagement formel, mais pour l'instant ce n'est pas le cas.

Autre chose, je voudrais juste faire une petite remarque, lors la discussion précédente, nous parlions de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique comme s'il existait. Il a été négocié, mais le projet de loi n'a pas été adopté aux États-Unis.

Virginie ROBERT

C'est vrai.

Marcus NOLAND

Et le problème auquel nous sommes confrontés maintenant c'est que la Chambre des représentants est contrôlée par le Parti démocratique, via sa Présidente Nancy Pelosi. Si l'on avait simplement demandé aux membres du Congrès de voter, le USMCA ou quel que soit le nom que vous lui donnez, le projet aurait certainement été adopté par la Chambre des représentants. Mais Pelosi veut rester en quelque sorte en phase avec le futur candidat à la présidence du Parti démocratique, qui que ce soit. S'il apparaît que ça pourrait être Joe Biden, ou quelqu'un qui a des opinions modérées sur le commerce, le projet de loi pourra avancer. Cependant, s'il semble que ce sera Bernie Sanders ou Elizabeth Warren, celle-ci pourrait retenir le projet de loi.

Par conséquent, même dans le cas de cet accord, nous l'avons négocié, mais les États-Unis n'ont pas réellement adopté la législation relative à sa mise en œuvre.

Virginie ROBERT

Gabriel, voulez-vous ajouter quelque chose ?

Gabriel FELBERMAYR

D'autres dommages collatéraux peuvent résulter de l'accord entre l'UE et les États-Unis, et c'est l'OMC, une nouvelle fois, à travers son Article 24, qui dispose que les accords de libre-échange doivent couvrir la quasi-totalité des échanges. Par conséquent, si vous choisissez simplement ce qui est facile pour vous et que vous laissez le reste, cela pourrait constituer une violation de l'Article 24, mais non, qui s'en soucie ? L'administration américaine, certainement pas, mais nous pensions que les Japonais s'en soucieraient vraiment, et en ce sens, c'est un aspect négatif de cet accord, du moins dans mon domaine.

Marcus NOLAND

Il ne couvre pas la quasi-totalité des échanges, et il ne réduit pas les taxes douanières à zéro, ni l'un ni l'autre.

Yorizumi WATANABE

Vous savez, j'ai travaillé en tant qu'économiste au sein du Secrétariat de l'OMC il y a quelque temps, notamment sur l'Article 24, et en fait, vous savez, les négociations du cycle d'Uruguay ont abouti à des termes plus précis, en ce qui concerne par exemple la FDA, ou les accords d'union douanière, dont il a été admis qu'ils doivent être conclus dans une période de temps raisonnable, et celle-ci a été fixée à 10 ans. Par conséquent, vous voyez, peut-être que cet accord entrera en vigueur, mais dans 10 ans, ce qui est considéré comme une période de temps raisonnable.

Donc si le Japon et les États-Unis parviennent à s'accorder sur un niveau plus élevé de couverture de cet accord, ce sera bon pour l'OMC.